

# Comment la hausse des prix se propage à l'économie



A une station-service Star Oil, à Luang Prabang (Laos), le 16 mars. AFP

Béatrice Madeline

Le Monde 24.03.2026

## L'envolée des cours du pétrole et du gaz va peu à peu se répercuter sur l'ensemble des entreprises, puis sur les particuliers

**F**iles d'attente dans les stations-service vietnamiennes, panique des agriculteurs thaïlandais, pénuries de gaz alarmantes en Inde... La guerre au Moyen-Orient a déclenché un choc énergétique qui s'annonce d'ampleur. Le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite en temps normal 20 % de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié, et la crainte d'un enlèvement du conflit risquent d'enclencher une crise inflationniste s'installant dans la durée.

Dans ses prévisions publiées jeudi 19 mars, la Banque centrale européenne voit ainsi l'inflation s'envoler à 4,8 % en 2027 en zone euro, selon son « scénario le plus pessimiste ». Ces prochaines semaines, la hausse des cours des hydrocarbures et des produits associés va peu à peu se propager à l'ensemble des entreprises, puis aux consommateurs, qui se relèvent à peine de la flambée des prix de 2022-2024. S'ils varient grandement selon les modèles énergétiques et industriels des pays, ces mécanismes sont en grande partie identifiés par les économistes, et soulignent la difficulté à enrayer les spirales inflationnistes.

### Un choc initial sur le prix des hydrocarbures

La plupart des crises inflationnistes s'enracinent dans un choc initial sur le prix d'un produit-clé, comme, le plus souvent, le pétrole, indispensable à une grande partie des industries et au transport. Mais pas toujours : en 2022, lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la crise a aussi été déclenchée par la hausse des prix du blé, dont l'Ukraine est un grand exportateur.

Aujourd'hui, ce sont les hydrocarbures qui risquent d'enflammer la mèche. Samedi 21 mars, le prix du baril de Brent de la mer du Nord dépassait 112 dollars (96,60 euros), contre 60 à 70 dollars en moyenne avant le début du conflit. Le prix du gaz européen s'est aussi envolé. Si les frappes sur les infrastructures devaient se poursuivre, le baril « dépasserait probablement 120 dollars dans l'immédiat, avec un potentiel de hausse supplémentaire selon la gravité des dommages », explique Aditya Saraswat, analyste chez le cabinet Rystad Energy.

### L'onde de choc se transmet aux industriels

Le choc se répercute ensuite sur toute la chaîne de production puis sur les consommateurs, de manière plus ou moins directe. Depuis le 28 février, date des premières frappes américano-israéliennes contre l'Iran, la hausse du baril de Brent a d'abord donné lieu à une hausse très rapide des prix de l'essence pour les automobilistes. Selon la Banque de France, il faut deux semaines pour qu'une augmentation de 1 % du prix du gazole raffiné importé se

traduise par une hausse de 0,3 % du prix à la pompe en France. Celui du sans-plomb 98 dépasse 2 euros le litre, soit 10 % de plus que mi-février.

Le prix du kérosène a lui aussi bondi presque aussitôt : il s'établit aujourd'hui à environ 1 800 dollars la tonne, soit 120 % de plus qu'avant la guerre. Résultat : les compagnies aériennes ont augmenté le prix des billets. Dès le 12 mars, Air France et KLM ont par exemple annoncé une surcharge de 50 euros pour les vols long courriers. Le coût du fret maritime a lui aussi grimpé : le prix moyen du fioul à très basse teneur en soufre – utilisé par de nombreux navires – dans les vingt plus grands ports de ravitaillement a quasiment doublé, passant de 544 dollars la tonne le 27 février à 1 053 dollars vendredi 20 mars, selon l'observatoire Ship & Bunker. Une hausse qui se transmet au coût d'expédition et, donc, à celui des marchandises.

Les usines les plus énergivores, comme la chimie, la métallurgie et la verrerie, sont les premières touchées par la hausse des cours. L'allemand BASF a annoncé dès mercredi 18 mars une hausse de 30 % du prix de certains produits vendus sur le marché européen, en invoquant « *la disponibilité des matières premières essentielles, l'augmentation des coûts logistiques nationaux et transcontinentaux* » et « *la forte hausse des coûts d'emballage et d'énergie* ». Sans parler des nombreuses industries qui intègrent du pétrole ou ses dérivés dans leurs productions, comme les plastiques, ainsi qu'une série d'autres produits dépendant des importations du Moyen-Orient, comme l'hélium, indispensable à la fabrication des semi-conducteurs et provenant en grande partie du Qatar.

Si certains industriels ont les moyens d'absorber quelques mois les surcoûts dans leurs marges, beaucoup sont contraints de répercuter tout ou une partie de leurs coûts sur leurs clients, qu'il s'agisse d'une entreprise ou du consommateur final.

## **L'agroalimentaire et les consommateurs heurtés**

Le secteur agroalimentaire, également gros consommateur d'énergie pour le transport, voit ses coûts augmenter par de nombreux autres canaux : la hausse des coûts des emballages en verre ou en plastique, et celle des coûts des matières premières agricoles, en raison de l'envolée des prix des engrais. « *La hausse du prix des engrais se retrouvera dans le prix des fruits et légumes, puisque la fabrication des engrais azotés repose actuellement principalement sur le gaz naturel produit en partie dans les pays du golfe Persique* », précise Interfel, l'organisation professionnelle des fruits et légumes frais.

Or, depuis le début de l'année, le prix du gaz a presque doublé, passant de 30 euros le mégawattheure à la fin 2025 à plus de 60 euros mi-mars, selon le contrat à terme du TTF néerlandais, qui fait office de référence européenne. A cela s'ajoutent les perturbations logistiques et l'augmentation des coûts du fret, qui risquent de faire grimper l'addition, puisque la moitié des fruits et légumes consommés en France sont importés.

Les consommateurs français, déjà confrontés à la hausse des prix à la pompe, bénéficient d'un certain amortisseur grâce aux négociations commerciales annuelles entre la grande distribution et les industriels : conclues en début d'année, elles fixent les prix d'achat de milliers de produits de grande consommation pour un an. Mais cette protection reste partielle – le prix final en rayon demeure fixé librement par les enseignes – et ne concerne pas les fruits et légumes frais, dont les prix suivent les fluctuations des marchés.

## **Les anticipations accélèrent la hausse**

Les anticipations des acteurs économiques peuvent intensifier les fièvres inflationnistes. Exemple : quand les entreprises pensent que les prix vont continuer de monter, certaines incluent des clauses d'indexation (qui permettent de faire évoluer les prix en fonction des coûts des intrants) dans leurs contrats, au risque que ce type de mesure ait un effet autoréalisateur. D'autres font des stocks de matières premières ou de certaines marchandises, afin d'éviter de les payer plus cher plus tard.

De même, des particuliers remplissent leurs placards de certains aliments ou font des réserves de carburant : au lendemain de l'attaque américaine en Iran, des Français inquiets sont allés remplir des jerrycans d'essence dans les stations-service. Lors de l'invasion russe en Ukraine, des particuliers et des restaurateurs s'étaient rués sur l'huile de tournesol (largement produite en Ukraine). Des comportements qui augmentent la demande et donc les prix.

## **Les salaires suivent en partie l'inflation**

En France, seul le smic est indexé sur l'inflation, afin de préserver le pouvoir d'achat des bas salaires. Dans le cas où la hausse des prix dépasserait le seuil de 2 % en mai, par exemple, le smic pourrait être revalorisé en juin. Dans

la foulée, les branches professionnelles devraient alors renégocier leurs minima salariaux, que les entreprises doivent ensuite appliquer.

Pour la majorité des salariés (98 % d'entre eux sont couverts par une convention collective de branche, un record au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques), cet ajustement se fait à l'occasion des traditionnelles négociations annuelles obligatoires (NAO) qui ont lieu dans toutes les entreprises où il existe au moins une section syndicale représentative. « *L'inflation est le premier élément pris en compte dans ces négociations, c'est le référentiel-clé* », explique Alice Rustique, chargée d'études au sein du Centre études & data du Groupe Alpha.

C'est ainsi que l'inflation se transmet en partie au salaire, même si les NAO se tiennent habituellement une fois par an. Les travailleurs non salariés, comme les indépendants, et ceux qui ne sont pas couverts par les conventions de branche, ne bénéficient pas de telles protections face à la hausse des prix.

## **La spirale s'emballe**

Hausse des matières premières, des coûts de production et hausse des salaires : lorsque la crise inflationniste s'installe, elle devient difficile à contrôler. L'envolée des prix se généralise : cantonnée au début de la crise aux filières de production les plus touchées, elle se transmet au bout de trois à quatre trimestres aux entreprises de services, qui consomment moins ou peu de matières premières, mais dont la masse salariale est élevée, à l'exemple des services à la personne ou de la restauration. Ces hausses de prix généralisées nourrissent de nouvelles revendications salariales. Ce phénomène auto-entretenu est moins marqué que dans les années 1970, lorsque tous les salaires étaient indexés sur l'inflation.

## **Les banques centrales tentent de calmer l'emballement**

Les Etats disposent de quelques leviers pour tenter de maîtriser les prix, par exemple en bloquant ou en plafonnant certains tarifs, en subventionnant des entreprises afin qu'elles ne répercutent pas les hausses de matières premières, en diminuant des taxes, comme vient de le faire l'Italie (baisse des taxes sur le carburant de 25 centimes d'euro), ou encore en distribuant des aides aux ménages, telles que des chèques énergie. Ces options ont toutefois des effets temporaires et limités, surtout pour les gouvernements aux marges de manœuvre budgétaires limitées. Avec un déficit à 5 % du produit intérieur brut et une dette dépassant 115 %, la France pourrait difficilement réitérer aujourd'hui la politique du « quoi qu'il en coûte » déployée pendant la crise sanitaire pour aider ménages et entreprises.

Seules les banques centrales disposent d'outils considérables susceptibles de maîtriser l'inflation – il s'agit d'ailleurs du cœur de leur mission. Lorsqu'elle veut freiner les prix, la Banque centrale européenne, dont le mandat est de maintenir leur hausse à 2 % par an, relève ses taux d'intérêt : cela renchérit le coût des emprunts et du financement de l'économie, ce qui est de nature à freiner l'activité et, donc, les prix. Une mesure efficace, qui n'agit toutefois pas sur la cause originelle du choc énergétique. Et qui exige un dosage délicat, car une hausse trop brutale des taux peut briser la croissance... tandis qu'une hausse insuffisante peut miner la crédibilité de la politique monétaire. La prise de décision est d'autant plus complexe que les incertitudes sur l'évolution et la durée du conflit au Moyen-Orient sont abyssales, soulignent l'ensemble des économistes.